

MANIFESTATION

Une marche unitaire pour rassembler les colères

Syndicats, partis politiques et associations appellent à une marche unitaire contre la discrimination raciale, les violences policières et les inégalités sociales samedi à Troyes.

SYLVIE GABRIOT

Dans le cadre de l'appel national, les organisations syndicales (CGT, FSU, Sud Solidaires), partis politiques (LFI, Génération.s, POI) et associations du département (Greenpeace Troyes, Collectif Louise-Michel, Ligue des droits de l'Homme, Union départementale de la libre-pensée, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) défileront sous une même bannière ce samedi 23 septembre, à partir de 10 h 30,

au départ de la place de la Libération à Troyes.

« PORTER LES COLÈRES SOCIALES »

Une marche unitaire contre le racisme systémique, les violences policières et pour une justice sociale, qui s'inscrit dans la continuité des événements du 27 juin dernier, au cours desquels le jeune Nahel est mort tué par un policier après un refus d'obtempérer, à Nanterre. Une situation inadmissible que dénoncent les organisateurs : « On est dans une ambiance délétère en France, poli-



Le collectif invite la population à une marche samedi matin à Troyes.

tiquement et socialement. Plus ça va, plus on est dans l'extrême droite. On a un pouvoir [...] qui fait passer tout en force et la démocratie s'en trouve fragilisée », synthétise le collectif, déterminé à faire bouger les lignes. « Le front social a besoin d'être uni pour porter les colères sociales face au totalitarisme grandissant. »

Outre cette pression policière, la pauvreté et l'inflation cristallisent aussi la colère des organisateurs. « La France plonge dans

la précarité. Il y a un abandon total des Français, les services publics deviennent honteux (justice, Éducation nationale, hôpitaux). Il faut faire des plans Marshall massifs et mettre du personnel. »

PORTE-VOIX DES « COLÈRES SILENCIEUSES »

En véritable porte-voix « des colères silencieuses » invitées à se joindre au cortège, le collectif revendique l'abrogation de la loi de 2017 (assouplissement des règles

d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre), une réforme en profondeur de la police, le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant, un plan d'investissement public ambitieux pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux, le respect des libertés syndicales... ■

Rassemblement samedi 23 septembre, à 10 h 30, place de Libération à Troyes (devant la préfecture)